

## **CONTRIBUTION DE GRDF A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2017-010 DU 20 JUILLET 2017 RELATIVE AUX PROJETS DE DEPLOIEMENT DES COMPTEURS EVOLUES DE GAZ NATUREL DE REGAZ-BORDEAUX ET GEG**

En préambule, GRDF tient à rappeler que la participation des ELD au projet Gazpar de GRDF ne s'est pas arrêtée à la concertation menée pour le projet de déploiement de compteurs évolués Gazpar de GRDF dans le cadre du Groupe de Travail Gaz (GTG) sous l'égide de la CRE.

En effet, depuis la décision de lancement du projet, GRDF en collaboration avec le SPEGNN anime un groupe de travail opérationnel sous la présidence de la CRE. Ce groupe de travail d'une périodicité fonction de la phase du projet, a permis d'élaborer en mode collaboratif les spécifications des matériels, les exigences spécifiques souhaitées par les ELDs vis-à-vis des fabricants de matériels, et de définir les scénarios les plus appropriés pour la mise en place de systèmes d'informations permettant l'acquisition des données au niveau de ces dernières. C'est dans le cadre de ce groupe de travail, que GRDF va publier d'ici la fin du mois de septembre les spécifications des protocoles sur le niveau radio 169 MHz (LAN) et sur le niveau radio GSM (WAN) pour que les ELDs puissent lancer des pilotes dès 2018.

### **ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE**

GEG et Régaz-Bordeaux prévoient de déployer des compteurs type GAZPAR.

Afin de permettre une bonne compréhension du marché, GRDF estime pertinent d'utiliser la même méthodologie de calcul pour l'étude technico-économique que celle retenue pour le projet de GRDF (réalisée et communiquée en 2011 et en 2013).

Les spécificités géographiques et organisationnelles doivent néanmoins être considérées dans l'examen des trajectoires de charges présentées par les ELD.

La CRE indique qu'elle envisage de retenir les mêmes références de coûts des dispositifs de comptage (compteurs, modules radio et concentrateurs) que celles retenues pour GRDF dans le mécanisme de régulation incitative afin d'être en cohérence avec le projet de compteurs Gazpar de GRDF.

Outre le souci de cohérence, ce choix nous semble également motivé d'une part par le fait que ces coûts unitaires correspondent à des coûts jugés efficaces et d'autre part au fait que GRDF a prévu dans ses contrats d'achat de matériel la possibilité pour les ELDs de s'approvisionner chez les mêmes fabricants que ceux sélectionnés dans le cadre de son appel d'offres.

Comme pour GRDF, les valeurs économiques des deux projets sont positives après la prise en compte des gains de MDE et les externalités positives du projet tout en retenant un scénario contrefactuel sans modification de la fréquence de relève.

Ainsi, avec un scénario contrefactuel basé sur une fréquence de relève plus élevée, la valeur économique des projets serait encore plus élevée. La mise en œuvre des projets de compteurs communicants en électricité, en gaz, en eau et les attentes globales des consommateurs laissent penser qu'un tel scénario contrefactuel ne serait pas illusoire.

GRDF est favorable au lancement du déploiement des projets de comptage évolué de GEG et de Régaz-Bordeaux dans les conditions prévues par ces ELD.

GRDF continuera d'animer le GTO avec le SPEGNN autant que de besoins, notamment pour GEG et Régaz-Bordeaux qui souhaitent démarrer des pilotes très rapidement, dans la limite des ressources disponibles dans ses équipes.

## MECANISMES DE REGULATION INCITATIVE ET TRAITEMENT TARIFAIRE

Comme l'indique la CRE, la mise en œuvre d'un projet de comptage évolué, du fait de son caractère exceptionnel dans ses dimensions techniques, industrielles et financières, génère des risques différents de ceux habituellement rencontrés par les opérateurs dans la conduite de leur activité traditionnelle.

Ainsi, comme cela a été mis en place pour le projet de déploiement de GRDF, il semble pertinent d'envisager un cadre de régulation spécifique.

La grande similitude entre les projets de déploiement de GEG et de Régaz-Bordeaux et celui de GRDF justifie l'orientation retenue de cadres de régulation similaires entre ces trois projets.

Néanmoins, les tailles et spécificités des ELD nécessitent une adaptation de certains paramètres. C'est ce qui est envisagé par la CRE ; cependant GRDF n'est pas en mesure de se prononcer sur le « calibrage » précis des paramètres, notamment sur le mécanisme incitatif du respect du planning de déploiement (adaptation des intervalles de « contrôles » et des pénalités).

Vis-à-vis de la régulation incitative de la performance des compteurs évolués, GRDF estime qu'il serait préférable de maintenir un dispositif avec une « zone neutre » (valeur de base en deçà de laquelle il y a une pénalité et valeur cible au-delà de laquelle il y a un bonus), comme c'est le cas pour le projet de GRDF.

En effet, même si cette suppression de zone neutre a été réalisée pour l'ATRD5, elle concerne des indicateurs de performance associés à des processus matures en place depuis plusieurs années, ce qui n'est évidemment pas le cas pour ces nouveaux indicateurs.